

Une certaine idée du débat sur la dette publique belge...

XAVIER DUPRET

Économiste à la Fondation Jacqmotte

C'est avec le plus grand intérêt que l'auteur de ces lignes a écouté, il y a quelques semaines, une émission de radio consacrée à la dette publique belge.

Les deux débatteurs, soit le responsable du service d'études d'un parti (très) à gauche, d'une part, et un banquier, d'autre part, étaient incontestablement brillants et intéressants. À plus d'un titre...

Revenons, pour l'occasion, sur un des angles morts de cette discussion, à savoir les origines de la montée de l'endettement public en Belgique depuis la crise de 2007. Pour faire court, le débat met classiquement aux prises deux perspectives qui éprouvent, en fin de compte, bien des difficultés à produire cumulativement du sens.

À droite, on retrouve une approche comptable qui mesure en proportion du PIB trois volets supposés distincts de la crise, à savoir les coûts de recapitalisation bancaire, la diminution des recettes pour le Trésor résultant de la profonde contraction économique suite à la crise de 2007 et enfin, l'augmentation des dépenses publiques, notamment liées à la montée du chômage.

À gauche, on professe, en revanche, que ce sont les sauvetages bancaires qui ont le plus pesé sur les finances publiques. L'op-

position entre les deux points de vue précédemment décrits fonctionne, du point de vue de l'organisation concrète d'un débat, comme un match de squash. La balle rebondit à toute vitesse contre un mur de certitudes et, au final, tout le monde se réjouit du spectacle offert. La foire d'empoigne tant attendue put enfin avoir lieu, sauf que les règles de ce jeu n'ont guère de sens.

Particulièrement artificiel

Expliquons-nous. Lorsqu'un économiste affirme qu'une analyse sérieuse de l'impact de la crise bancaire en Belgique doit impérativement distinguer le coûteux volet d'accompagnement de la crise (plans de relance, prise en charge du chômage, déficits imputables à la baisse des recettes du Trésor) des recapitalisations bancaires nettement moins dispendieuses, il importe, en guise de mise en perspective, de mettre en évidence quelques éléments factuels susceptibles de faire voler en éclats l'apparente pertinence de ce subtil distinguo. Pour tout dire, la décomposition de l'impact de la crise en postes comptables distincts s'avère particulièrement artificielle et rend, dès lors, fort peu compte de la réalité des enchaînements dont a, in concreto, procédé la crise.

Le raisonnement qui pulvérise cette partie du mur des certitudes part de l'idée que les recapitalisations ont constitué une réponse à un grave problème de solvabilité des banques

Le raisonnement qui pulvérise cette partie du mur des certitudes, sur lequel il est si confortable de jouer au squash entre gauche et droite depuis une décennie déjà, part de l'idée que les recapitalisations ont constitué une réponse à un grave problème de solvabilité des banques ayant entraîné, dans le sillage de la crise du subprime, un gel du crédit interbancaire. Les banques ne se faisant plus confiance, puisqu'elles étaient, pour une bonne partie d'entre elles, au bord de la faillite, elles ne se sont plus prêtés de capitaux.

Resserrement puissant

Par conséquent, le robinet du crédit à destination des particuliers et des entreprises a été étroitement resserré, de façon fort dommageable pour la croissance et l'emploi. Il est donc finalement peu porteur, d'un point de vue analytique, de durcir à outrance l'opposition entre le volet correspondant à la prise en charge des conséquences de la crise financière et le poste comptable chiffrant les montants impliqués par les recapitalisations des banques en difficulté.

La Federal Reserve (la banque centrale des États-Unis, peu suspecte de complaisance à l'égard des thèses hétérodoxes) ne dit pas autre chose dans une étude sur les causes de la crise en estimant que «*les tests empiriques démontrent clairement qu'une part significative des pertes d'emplois industriels au cours de la Grande Récession a constitué la manifestation d'un resserrement inhabituellement puissant de la mise à disposition de crédits*». On ne saurait être plus clair. Le lien entre la nécessité de recapitaliser les banques et la dégradation de la circulation du crédit est donc empiriquement démontré.

Puisse, dès lors, le débat économique s'inspirer la belle maxime nietzschéenne établissant si lucidement que «*ce n'est pas le doute mais la certitude qui rend fou*».